Mai 2024

DOSSIER DE PRESSE

#JeunesEtPauvres

Fédé B
Nine Fernandez
nine.fernandez@fedeb.net
06 44 00 32 26

FAHB
Elisa Boinet
presidence@fahb.eu
06 40 25 06 49

SOMMAIRE

INTRODUCTION

RESSOURCES

I - LOGEMENT 5

II - ALIMENTATION 9

III - BOURSES ET AIDES SOCIALES 13

IV - SALARIAT 15

V - SANTE 17

INTRODUCTION

L'année universitaire 2023-2024 se caractérise encore par des **coûts très élevés pour les étudiant.e.s** : face à la situation, nous ne parlons plus de précarité mais bien de **pauvreté étudiante**, tant ces dernièr.e.s ont des difficultés pour subvenir à leurs besoins.

2839,42€, c'est ce qu'ont dû débourser en moyenne les étudiant.e.s breton.ne.s pour la rentrée 2023. Face à l'augmentation constante du coût de la vie et des études, l'enseignement supérieur se voit être de moins en moins accessible pour les étudiant.e.s. Les étudiant.e.s sont aujourd'hui **contraint.e.s de se salarier** pour **vivre** et ont donc moins de temps pour étudier, n'ont plus assez d'argent pour des dépenses culturelles ou sociales et se retrouvent donc de plus en plus isolé.e.s. C'est leur santé mentale et physique qui s'en trouve dégradée.

En 2024, il n'est plus possible de laisser les étudiant.e.s vivre dans des conditions **indignes :** il est urgent d'agir pour un enseignement supérieur et une vie étudiante dans laquelle les étudiant.e.s n'auront plus à **choisir entre manger et payer leur loyer** et dans laquelle iels n'ont pas à sacrifier leur vie sociale et leur parcours académique.

La Fédé B (Fédération des Associations de Bretagne Occidentale) et la FAHB (Fédération des Associations de Hautes Bretagne) sont deux organisations étudiantes r**eprésentatives de la jeunesse** en Bretagne. De par leurs actions et leurs projets, elles luttent pour de **meilleures conditions de vie et d'études** pour les étudiant.e.s breton.ne.s. Le but de la campagne **Jeunes et Pauvres**, menée avec l'ensemble du réseau de la FAGE, est de dénoncer **l'urgence de la situation** sociale dans laquelle se retrouvent les étudiant.e.s, et de pousser le gouvernement à prendre ses responsabilités pour garantir des conditions de vie et d'études dignes pour les étudiant.e.s.

#Jeunes&Pauvres.

RESSOURCES

4

Indicateur du coût de la rentrée 2023 - Fédération des Associations de Haute Bretagne (FAHB) - Août 2023

Indicateur du coût de la rentrée 2023 - Fédération des Associations Etudiantes de Bretagne Occidentale (Fédé B) - Août 2023

Dossier de presse “Baromètre de la précarité étudiante” - FAGE - Septembre 2023

Dossier de presse enquête “BOUGE TON CROUS” - FAGE - Janvier 2024

Enquête “BOUGE TON CROUS” - Enquête menée par la FAHB et la Fédé B auprès des étudiant.e.s de Bretagne - Septembre à Décembre 2023

Enquête sur le logement étudiant - Enquête menée par la FAHB et la Fédé B auprès des étudiant.e.s de Bretagne - Mai 2024

LOGEMENT - Coût global 5

L'accès au logement est une **étape importante** de la vie d'un.e jeune, marquant la **transition** vers l'âge adulte et le **début de son émancipation**. Pour autant, il est aujourd'hui très compliqué pour un.e étudiant.e de trouver un logement à son entrée dans l'enseignement supérieur : **le coût**, **la qualité du logement**, **la proximité avec le lieu d'étude ou l'accès aux transports en communs** sont autant d'obstacles qui mettent les jeunes en **première ligne** face à la **crise du logement**.

Aujourd'hui, le logement est le **premier** poste de dépense des étudiant.e.s. A la rentrée 2023 en Bretagne, le loyer moyen s'élevait à **445,70€** sans compter les **frais annexes comme l'assurance**. En effet, sur l'année 2023 les loyers ont augmenté de **8,95%** au global ce qui contraint les étudiant.e.s à **réduire considérablement** leurs autres postes de dépenses.

La Bretagne fait face à une **forte tension** au niveau du **secteur du logement**, avec des loyers chers et peu d'offres par rapport à la demande étudiante. Cela peut s'expliquer notamment par l'**omniprésence des résidences secondaires et des AirBnb** sur le territoire qui occupent des **logements autrefois destinés aux étudiant.e.s.**

42,56%

des étudiant.e.s ont l'impression de **se restreindre financièrement** pour pouvoir payer leur loyer

selon l'enquête logement menée par la Fédé B et la FAHB en Mai 2024

Témoignage

"Le coût de mon logement occupe la totalité de mon budget pour le mois."

enquête logement menée par la Fédé B et la FAHB en Mai 2024

LOGEMENT - CROUS

La tension du logement se fait aussi ressentir au niveau du parc immobilier du **CROUS** (Centre Régional des Oeuvres Universitaires et Scolaires), puisque l'offre de logements proposés est **insuffisante**.

1 logement CROUS pour 17 étudiant.e.s

Cette situation pousse les étudiant.e.s à se tourner **vers le parc privé**, où les loyers sont **significativement plus chers**, notamment les **résidences privées** qui tirent les prix à la hausse.

511€ C'est le **loyer moyen** des résidences privées en Bretagne.

Indicateur du coût de la rentrée 2023 - Fédé B

Manque de 1500 logements étudiants sur la ville de Rennes

Le dégel des loyers

Ce début d'année 2024 a également été marqué par l'annonce du **dégel des loyers dans les résidences CROUS**, alors que leur prix était fixé depuis 2020. C'est une **augmentation de 3,5%** du montant des loyers qui est attendue, ce qui représente une **dépense supplémentaire allant de 2€ à 6€** en moyenne selon les chiffres du CNOUS. Cette dépense qui peut paraître anodine témoigne de la **déconnexion de l'Etat face à l'urgence sociale qu'est la pauvreté étudiante**.

LOGEMENT - Insalubrité

7

Après avoir trouvé un logement, les étudiant.e.s font souvent face à une autre problématique : **l'insalubrité de ces derniers**. En effet, on recense aujourd'hui encore énormément d'appartements dont la qualité laisse à désirer, et qui **entraînent des dépenses supplémentaires** pour les étudiant.e.s qui sont cette fois liées à l'énergie, dans un **contexte global où le prix des charges explose**.

Témoignages

"Mon logement est infesté d'insectes"

Murs moisis, tapisserie qui se décolle, équipement qui tombe en panne"

"Présence de poissons d'argent"

Témoignages tirés de l'enquête BOUGE TON CROUS - Fédé B et FAHB, 2023

Cette situation pèse lourdement sur les finances des étudiant.e.s et a aussi des **conséquences sur leur santé** : le logement étant une dépense **incompressible**, plus le coût de celui-ci est élevé, **moins les étudiant.e.s peuvent se permettre des dépenses dans d'autres postes**, pourtant tout aussi importants, comme **l'alimentation ou la santé**. Les dépenses liées à la **culture** ou liées à la **vie sociale** des étudiant.e.s en prennent aussi un coup, ce qui **crée souvent des situations d'isolement**, qui pèsent d'autant plus sur la santé mentale des étudiant.e.s.

LOGEMENT - Conclusion

Face à la crise du logement, il est **urgent d'agir** en mettant en place des **mesures concrètes**, qui permettent aux étudiant.e.s de **se loger dignement et de façon accessible**.

Pour cela, la FAHB et la Fédé B demandent :

- un **encadrement des loyers** afin de réguler les prix du marché,
- la **réinstauration du gel des loyers dans les résidences CROUS,**
- la **mise en place d'une politique de rénovation énergétique et** la **rénovation des logements CROUS les plus anciens,**
- **la construction de nouvelles résidences CROUS,**
- un **encadrement des AirBnb et des résidences secondaires**, logements autrefois destinés aux étudiant.e.s

Témoignages

Tirés de l'enquête logement - Fédé B et FAHB, 2024

"J'ai reçu plusieurs réponses négatives, alors que j'ai deux garants et un travail."

"J'ai passé quelques jours à la rue le temps de trouver un logement."

"Beaucoup d'arnaques."

"J'ai mis deux ans à trouver un logement."

"Mon ancien propriétaire m'a dit fin mai qu'il ne reprendrait pas de locataire à la rentrée suivante."

"Je n'ai eu qu'une seule réponse positive pour un logement, et ce le jour de la rentrée."

ALIMENTATION - Constats 9

L'alimentation représente pour la grande majorité des étudiant.e.s le **deuxième poste de dépense après le logement**. Bien qu'elle soit une dépense incompressible, elle devient une **variable d'ajustement budgétaire** face à l'augmentation des prix.

19% des étudiant.e.s ne mangent pas à leur faim.

Cette situation préoccupante est exacerbée par l'**inflation** qui a marqué l'année 2023, avec une **augmentation de 15 % des prix de l'alimentation**. Cette flambée des prix **restreint fortement** l'accès à une **alimentation variée et équilibrée**, **nécessaire** pour une bonne santé physique et mentale. Les étudiant.e.s se retrouvent ainsi dans une véritable situation de **précarité alimentaire** qui nuit gravement à leur bien-être général et à leur réussite académique.

les étudiant.e.s sautent en moyenne 3 repas par semaine.

Témoignage

"Ca devient une vraie galère de devoir choisir entre manger et voir mes potes."

enquête BOUGE TON CROUS - Fédé B et FAHB, 2023

Définition : précarité alimentaire

La précarité alimentaire renvoie à une "situation dans laquelle une personne ne dispose pas d'un **accès garanti** à une alimentation **suffisante** et de qualité, **durable**, dans le respect de ses **préférences alimentaires** et de ses **besoins nutritionnels** pouvant entraîner ou découler de la disqualification sociale ou d'un environnement appauvri".

ALIMENTATION - CROUS 10

Les restaurants universitaires du CROUS représentent une **bouée de sauvetage** pour de nombreux étudiant.e.s, leur offrant la possibilité d'accéder à une **alimentation variée et équilibrée à moindre coût**. Le prix du ticket RU est stabilisé à **3,30 €**, avec un tarif réduit à **1 €** pour les étudiant.e.s boursièr.e.s.
Pourtant, les étudiant.e.s non-boursièr.e.s rencontrent **7 fois plus de difficultés** que les autres pour payer leur repas au CROUS

Une **proposition de loi** pour généraliser le repas CROUS à 1€ à **l'ensemble des étudiant.e.s** a été déposée à l'Assemblée Nationale en décembre 2022, mais elle a été rejetée à **1 voix près** en février 2023.

Actuellement, les étudiant.e.s non boursièr.e.s **peuvent faire la demande pour bénéficier de ce tarif réduit**, mais cela implique un **parcours administratif souvent long et complexe**, ce qui entraîne un **taux de non-recours significatif**.

La généralisation du repas CROUS à 1 € pour tous.tes est une **solution viable** pour permettre à l'ensemble des étudiant.e.s **d'accéder à ce service essentiel**.

ALIMENTATION - AGORAé

Depuis 2012, la Fédé B gère une **AGORAé**, une **épicerie sociale et solidaire du réseau de la FAGE**, dans la ville de Brest. Cette initiative vise à proposer des produits alimentaires à des **prix très réduits** (à 10% des prix du marché) pour les étudiant.e.s en situation de précarité.

Cependant, l'AGORAé de Brest a atteint ses limites avec

326 bénéficiaires

en Mai 2024.

Face à l'augmentation conséquente du nombre de bénéficiaires, **elle arrive peu à peu à bout de souffle**. En Mai 2023, l'épicerie comptait environ 250 bénéficiaires, soit **presque 100 bénéficiaires de plus** en un an.

88 %

des bénéficiaires de l'AGORAé de Brest ne bénéficient pas du repas CROUS à 1€, alors qu'iels constituent un public particulièrement précaire.

Cette situation n'est pas isolée puisqu'elle concerne aussi l'AGORAé de **Saint-Brieuc**, gérée par la **FAHB**.

ALIMENTATION - Conclusion

Cette situation de **précarité alimentaire** a des **répercussions profondes** sur les étudiant.e.s. Une alimentation insuffisante et déséquilibrée **affecte leur concentration**, **leur énergie** et **leur santé globale**, compromettant ainsi leur capacité à **réussir leurs études**. De plus, le stress lié à l'insécurité alimentaire ajoute **une pression supplémentaire** à des jeunes déjà souvent accablés par les **exigences académiques** et les **préoccupations financières**.

Il est urgent de mettre en place des mesures concrètes pour lutter contre cette précarité alimentaire.

La FAHB et la Fédé B demandent :

- la généralisation du repas CROUS à 1 € pour tous.tes,,
- la simplification des démarches administratives pour y accéder.
- une augmentation des bourses avec plus largement une réforme des bourses
- une meilleure sensibilisation aux aides disponibles pourraient également contribuer à réduire la précarité alimentaire des étudiant.e.s.

AIDES SOCIALES ET SALARIAT - Bourses 13

La majorité des étudiant.e.s n'ont aujourd'hui **pas accès aux bourses sur critères sociaux** : sur l'année universitaire 2022-2023, **seulement 36,3% des étudiant.e.s sont bénéficiaires des bourses du CROUS**, ce qui représente le chiffre le plus bas depuis 10 ans. Cette situation est dûe à un système de bourses qui est aujourd'hui **profondément obsolète** car il ne prend pas compte **l'ensemble des situations** vécues par les étudiant.e.s et **écarte** également toute une partie de la population étudiante.

En effet, le système de bourses actuel étant basé sur les **revenus perçus par les parents** de l'étudiant.e, la situation réelle de ce.tte dernièr.e **n'est pas prise en compte** et ne permet donc pas son **émancipation**. Les situations particulières, comme les situations de **ruptures familiales**, sont également ignorées ou **nécessitent beaucoup de démarches pour être signalées**.
Le système de pallier ne correspond pas non plus aux réalités d'aujourd'hui : dans le cas où les revenus des parents augmenteraient même très légèrement, **un.e étudiant.e peut voir sa bourse diminuée** voire **retirée** alors qu'elle constitue pourtant une ressource nécessaire.

Enfin, les étudiant.e.s en **formations sanitaires et sociales**, les **doctorant.e.s** et les **étudiant.e.s étrangèr.e.s** sont d'office écarté.e.s du système de bourses, n'étant **pas en possibilité** de constituer leur Dossier Social Etudiant. Cela contribue directement à la **précarisation de toute une partie de la communauté étudiante**. En effet, de par leur accès restreint aux aides sociales étudiantes, les doctorant.e.s et les étudiant.e.s étrangèr.e.s constituent un **public particulièrement précaire**. Les étudiant.e.s en formations sanitaires et sociales bénéficient quant à elles.eux des bourses de leur **région académique** d'études, mais les délais de candidatures et de traitement s'effectuant **plus tardivement** que pour le dossier social étudiant du CROUS, cela restreint leur accès à certains services comme les demandes de logement ou du repas CROUS à 1€.

AIDES SOCIALES ET SALARIAT - Bourses 14

Zoom : le non recours

De manière plus globale, le non recours aux aides sociales reste une **problématique très présente chez les étudiant.e.s**. En effet, entre l'année universitaire 2021 et l'année universitaire 2022, on recense **65 000 Dossier Sociaux Étudiants en moins**. De plus, les enveloppes destinées aux **aides spécifiques d'urgences** du CROUS (ASAA et ASAP) ne sont **jamais complètement utilisées**, bien que la situation de pauvreté étudiante soit urgente. Cela peut s'expliquer par la **multiplicité des acteur.ice.s** dans le champ des aides sociales étudiantes, la **complexité des démarches administratives**, ou encore le **manque de communication** sur les aides existantes, qui ne permettent pas aux étudiant.e.s de s'en saisir pleinement.

La mise en place d'une **réforme des bourses** avec des mesures **ambitieuses** et **émancipatrices** est plus qu'**urgente** pour remédier à la problématique de la pauvreté étudiante. Une première mesure est de rendre les bourses **universelles**, c'est-à-dire accessibles à l'ensemble des étudiant.e.s, pour s'assurer qu'aucun.e ne soit mis.e de côté. Aussi, nous demandons la **défamilialisation des bourses** : le système actuel étant basé sur les revenus de la famille, il ne prend pas en compte la situation réelle des étudiant.e.s et empêche leur émancipation. Enfin, nous demandons la mise en place d'une **bourse territorialisée**, c'est-à-dire une bourse dont le montant est adapté à chaque territoire. En effet, **étudier n'a pas le même coût partout en France**, et adapter le montant de la bourse permet donc aux étudiant.e.s de **vivre correctement selon le coût de la vie**.

AIDES SOCIALES ET SALARIAT - Salariat 15

L'enquête **BOUGE TON CROUS**, menée par l'ensemble du réseau de la FAGE entre septembre et décembre 2023, a révélé des **chiffres alarmants** concernant la situation des étudiant.e.s en Bretagne et en France.

En France, **20 % des étudiant.e.s travaillent à temps plein**. Ce phénomène n'est pas seulement un choix, mais souvent une **contrainte imposée par des conditions financières précaires**. Pour beaucoup, ces heures de travail sont essentielles pour subvenir à leurs besoins vitaux. Il est important de souligner que **ces emplois n'ont généralement aucun lien avec les études** des étudiant.e.s, ce qui signifie qu'**ils n'apportent pas de valeur ajoutée à leur formation professionnelle future**. Au contraire, ils détournent leur attention et leur énergie de leurs études.

20% des étudiant.e.s travaillent 35 heures par semaine.

Ces chiffres soulignent une **situation critique** : le salariat étudiant est devenu une **nécessité** pour de nombreux jeunes, mais il est aussi l'**une des premières causes d'échec académique**.

40% des étudiant.e.s travaillent entre 6 heures et 12 heures par semaine.

AIDES SOCIALES ET SALARIAT - Salariat 16

En Bretagne, la proportion d'étudiant.e.s qui jonglent entre travail et études est particulièrement élevée. Travailler entre 6 et 12 heures par semaine pourrait sembler gérable, mais **c'est souvent le strict minimum pour couvrir les dépenses de base** comme le loyer, la nourriture et les frais de transport. Ce temps de travail, bien qu'apparemment réduit, vient s'ajouter à **une charge de cours et de travail personnel déjà conséquente**, réduisant significativement le temps disponible pour les études et le repos. Cette situation crée un **cercle vicieux** : les étudiant.e.s doivent travailler pour survivre, mais ce travail les empêche de se consacrer pleinement à leurs études, **compromettant ainsi leurs chances de réussite académique et professionnelle à long terme**.

Le salariat étudiant, bien qu'il apporte une ressource financière nécessaire, a des **conséquences désastreuses** sur le parcours académique des jeunes. Les étudiant.e.s qui travaillent de longues heures sont **plus susceptibles de manquer des cours**, de **négliger leurs devoirs** et d'avoir des **résultats inférieurs à leur potentiel**. Cette surcharge de travail entraîne également un **stress considérable**, une **fatigue chronique** et une **diminution du bien-être général**. En fin de compte, ces conditions mènent souvent à un **abandon des études**, une perte inestimable tant pour les étudiant.e.s concernés que pour la société dans son ensemble.

Face à cette situation d'urgence, il est **crucial de prendre des mesures** pour soutenir les étudiant.e.s et leur permettre de se concentrer sur leurs études sans avoir à sacrifier leur avenir pour des raisons financières. Des solutions telles que la mise en place d'une **réforme des bourses**, des **logements étudiants abordables** et du **soutien psychologique et académique** peuvent aider à alléger la pression financière et à offrir un environnement propice à la réussite académique.

SANTÉ - Constats

La santé des étudiants en Bretagne est **alarmante**. C'est **30%** des étudiant.e.s qui présentent des signes de **détresse psychologique**. Ce chiffre, loin d'être anodin, souligne une souffrance mentale largement répandue au sein de la communauté étudiante. La solitude et l'isolement touchent également une proportion significative des étudiant.e.s, avec 50% d'entre elles.eux qui déclarent ressentir ces sentiments de manière régulière.

Cette situation a été exacerbée par la pandémie de COVID-19, qui a fortement limité les interactions sociales et amplifié le sentiment d'isolement. 23% des étudiant.e.s ont déclaré avoir eu des pensées suicidaires. Ce taux alarmant nécessite une attention urgente des autorités et des institutions pour mettre en place des mesures de soutien psychologique adaptées et accessibles.

Près d'un tiers des étudiant.e.s déclarent avoir **renoncé à des soins** ou des examens médicaux pour des **raisons financières**. Cette statistique inquiétante souligne les barrières économiques qui empêchent les jeunes de recevoir les soins de santé nécessaires, **aggravant ainsi leur état de santé général**.

Des mesures ont déjà été mises en place pour pallier cette crise tel que le service de santé étudiant. Malheureusement on ne compte plus l'attente pour avoir un rendez-vous, en moyenne **2 semaines d'attente** pour un.e étudiant.e pour avoir **un simple rendez-vous** dans un service de santé étudiant en Bretagne.

La précarité financière affecte également l'alimentation des étudiant.e.s breton.ne.s. En moyenne, un.e étudiant.e Breton.ne saute trois repas par semaine. Cette privation alimentaire a des répercussions directes sur la santé physique et mentale des jeunes, influençant leur capacité à se concentrer et à réussir dans leurs études.

En 2024, les étudiant.e.s sont #JeunesEtPauvres.

Nous demandons à l'Etat de répondre à l'urgence sociale.